

Repolitiser par les pieds ?

Une analyse multiniveau des effets de repolitisation, par la crise migratoire, des politiques publiques en matière de sécurité, d'environnement et de développement

Proposition de communication dans le cadre de la ST 33 (Dé/re/politisation et action publique : les politiques de crise) des congrès de l'ABSP et du COSPOF

Claire Godet (ARENA, University of Oslo) ; **Manu Klimis** et **Chloé Thomas** (CReSPo, Université Saint-Louis – Bruxelles)

Comme la littérature l'a abondamment montré (Hay, 2007), les dynamiques de dépolitisation et (re)politisation touchent la totalité des secteurs de politique publique. La notion même de dépolitisation, toutefois, peut viser des phénomènes aussi différents que la désaffiliation et la perte d'intérêt des citoyens pour un enjeu public, voire pour la politique elle-même (Rosanvallon, 2006), le désenchantement d'acteurs politiques qui avaient —brièvement— rêvé de faire de la politique autrement (Dubois, 2012), ou encore comme un désinvestissement d'une prise en charge par les institutions politiques de différents phénomènes (Lagroye, 2003).

Flinders et Wood (2014) ont proposé une nouvelle typologie de la dépolitisation, qu'il conviendrait à leur sens d'entendre comme un déni ou un transfert de responsabilités, en dehors des mains des gouvernants ou décideurs publics. Ce modèle trouve largement son illustration dans trois cas d'études, dans lesquels on observe une dynamique commune de dépolitisation par les références croissantes à une approche technique, et par une appréhension exclusive par une logique gestionnaire axée sur des critères de performance.

Dans le domaine de la **sécurité**, les analyses de risques se sont imposées comme outil de gestion des préoccupations sécuritaires mais masquent le caractère intrinsèquement politique de l'insécurité. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en particulier, les mesures antiterroristes sont élaborées en réponse à une analyse de la menace présentée comme objective et technique (Jansson, 2006 ; Hegemann & Kahl, 2018). Réduit à un calcul de risques, le récit sécuritaire s'impose et n'est plus questionné qu'en termes de (manque de) moyens.

Dans le domaine de la **protection climatique**, les débats sont réservés aux "experts" malgré la mobilisation des citoyens (Remling, 2018). Les mesures mises en place, quant à elles, amènent des solutions techniques et mesurables sans questionner les causes et conséquences politiques du changement climatique. Au niveau européen, par exemple, la création du marché carbone cadennasse le débat et les experts discutent davantage le bon fonctionnement du marché que les changements sociétaux nécessaires pour réellement limiter le changement climatique.

Dans le domaine du **développement**, c'est notamment le référentiel de l'efficacité de l'aide qui s'est imposé à partir de 2005, mettant en avant une approche technique d'un développement dont on pourrait mesurer et améliorer les performances, ce qui constitue une rupture avec une décennie de mobilisation de l'aide internationale vers des objectifs plus ouvertement politisés, tels que la prévention des conflits. C'est également l'adoption d'un agenda international de l'aide (les objectifs du développement durable) cadré par 17 objectifs et pas moins de 169 cibles dotées d'indicateurs chiffrés, qui laissent peu d'espace à un questionnement de l'idée même de développement et à une réflexion sur la source des inégalités mondiales.

Or, ces dernières années, ces trois secteurs de politique publique se voient traversés par un enjeu commun, celui des **migrations**, parfois qualifiées de *vote par les pieds*, un enjeu transversal dont on semble pouvoir observer qu'il provoque dans chacun de ces domaines un phénomène que l'on

pourrait qualifier de repolitisation, tant il mobilise des références à des enjeux ouvertement politiques dans chacun des trois secteurs.

Il semble dès lors pertinent d'interroger davantage cette observation initiale, aussi, **la présente communication s'attachera-t-elle à examiner en quoi la crise migratoire constitue un facteur de (re)politisation d'enjeux de politique publique dépolitisés par leur usage gestionnaire, en particulier la sécurité, l'environnement et le développement.** Les recherches sur lesquelles se fonde le présent article reposent sur un important travail d'entretiens et d'observation participante, qui montre une dépolitisation (et une repolitisation par la migration) qui peut s'observer **dans une perspective multiniveau**: le local, le national et l'international, notamment européen.

	Sécurité	Environnement	Développement
Local	Dépolitisation / Repolitisation ?		
National			
UE			
International			

Références

DUBOIS Vincent (éd.), 2012, *La politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re) configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Broissieux, Éditions du Croquant, 274 p.

FLINDERS Matthew et WOOD Matt, 2014, « Depoliticisation, governance and the state », *Policy and Politics*, vol. 42, no 2, p. 135-149.

HAY Colin, 2007, *Why We Hate Politics*, Cambridge, Polity, 199 p.

HEGEMANN Hendrik et KAHL Martin, 2018, « Security governance and the limits of depoliticisation: EU policies to protect critical infrastructures and prevent radicalisation », *Journal of International Relations and Development*, vol. 21, no 3, p. 552-579.

JANSSON Julia, 2018, « Building resilience, demolishing accountability? The role of Europol in counter-terrorism », *Policing and Society*, vol. 28, no 4, p. 432-447.

LAGROYE Jacques (ed.), 2003, *La politisation*, Paris, Bélin (coll. « Socio- histoires »), 564 p.

REMLING Elise, 2018, « Depoliticizing adaptation: A critical analysis of EU climate adaptation policy », *Environmental Politics*, vol. 27, no 3, p. 477-497.

ROSANVALLON Pierre, 2006, « La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance », *Paris, Le Seuil*.